

PROJET – RENFORCEMENT DE LA GESTION DÉCENTRALISÉE POUR RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DE LA CONVENTION DE RIO



Pilier 4 – Gestion durable du capital naturel

Éléments de contexte

- La Guinée, en tant que pays partie aux Conventions de Rio, a bénéficié du LCDF d'un financement pour un Projet Pilote visant l'intégration des Accords Multilatéraux pour l'Environnement (AME) dans le processus de décentralisation
- Ce projet évolue depuis 2015 dans quatre Communes Rurales où il développe des actions sur la LCD, la CDB et le Changement Climatique
- Des résultats intéressants ont été enregistré pendant cette phase pilote et le projet s'est révélé pertinent pour les communautés locales
- Le présent projet vise à étendre l'intervention dans les 309 Communes Rurales du pays.

Réunion de sensibilisation dans un village



PROJET – RENFORCEMENT DE LA GESTION DÉCENTRALISÉE POUR RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DE LA CONVENTION DE RIO



Pilier 4 – Gestion durable du capital naturel

Informations clés

1 Besoins identifiés

- Intégrer les Accords Multilatéraux pour l'Environnement (AME) dans le processus de décentralisation
- Renforcer les capacités des Communes Rurales (CR) en Gestion Décentralisée des Ressources Naturelles.

2 Présentation du projet

- Projet de rénovation et d'extension des bâtiments universitaires
- Construction d'infrastructures énergétiques et de transports aux abords des sites (routes, système d'alimentation en eau et électricité)

3 Impact espéré

- Formation des élus et responsables des CR
- Prise en compte des AME dans les PDL
- Mise en œuvre des actions planifiées

État d'avancement et plan de financement

Avancement

- Étude Faisabilité réalisée
- Phase Pilote en cours d'exécution

Plan de financement

- À déterminer pour la mise à échelle

Fiche d'identité

- **Nom** : Renforcement de la gestion décentralisée pour répondre aux objectifs de Rio
- **Ministère** : Ministère de l'Environnement, des eaux et Forêts
- **Domaine prioritaire** : Changement climatique
- **Coût** : 12,0 M\$
- **Durée** : 3 ans
- **Zones** : Territoire national

Source de financement

À déterminer